



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2663
16 août 2019
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE

OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**



Entre guerres commerciales et guerre tout court

un système en crise

Santé

**Ne pas tomber
malade en août !**

Page 9

Salvini

**Un démagogue
ambitieux**

Page 7

Violences policières

**Des témoignages
accablants**

Page 4

LEUR SOCIÉTÉ

- Décès du maire de Signes: les discours et la réalité **3**
- Fruits et légumes: toujours plus chers **3**
- Campings: la fin du bon marché **3**
- Mort de Steve: les témoignages se multiplient **4**
- Frais bancaires: les clients détroussés **4**
- Angers: L'État déloge... sans reloger **4**
- Maubeuge: les vautours de la finance **4**
- Transports collectifs: pénurie générale **5**
- Demandeurs d'asile: un tourment quotidien de plus **5**
- Carburants: les prix de plus en plus chauds **5**
- Santé: ne pas tomber malade au mois d'août! **9**
- Urgences: les problèmes demeurent... et la mobilisation s'étend **9**
- Auvergne - Rhône-Alpes: régime sec pour le Planning familial **9**
- Nos lecteurs écrivent **9**
- Bretagne: le ciel est bleu, la plage est verte **12**
- Permis de conduire: une réforme à mille bornes du nécessaire **12**

DANS LE MONDE

- Algérie: pas de trêve estivale pour le mouvement populaire **6**
- États-Unis: Trump contre des travailleurs immigrés **6**
- Texas: police raciste **6**
- Italie: Salvini voudrait gouverner seul **7**
- Pénicaud rate une occasion de se taire **7**
- Migrants: le cimetière de la Méditerranée et son gardien Macron **7**

ENTREPRISES

- Neuhauser: les travailleurs débrayent **10**
- Hôpitaux Est de Lyon: de quoi faire un malaise **10**
- PSA: des milliards de profits issus du vol du travail ouvrier **10**
- Deliveroo: « Non aux livraisons à deux balles! » **11**
- Deliveroo Mulhouse: entre la vie et la mort **11**
- Hôtel NH Collection Marseille: femmes de ménage en grève **11**

IL Y A 100 ANS

- Hongrie, août 1919: l'écrasement du pouvoir ouvrier **8**

LUTTE OUVRIÈRE

- Les militants à votre rencontre **12**

Entre conflit commercial et menaces de guerre, un système en crise

Les fortes chaleurs de l'été sont accompagnées d'orages violents qui, localement, peuvent faire des ravages. Mais la tempête la plus dévastatrice se forme au cœur même de l'économie. Elle suit la logique folle des marchés, des profits et des rivalités commerciales. Et, comme on l'a vu tant de fois dans l'histoire, elle conduit droit à la crise et parfois à la guerre généralisée.

Depuis la mi-juillet, la guerre menace dans le détroit d'Ormuz. Ce bras de mer, où circulent des milliers de pétroliers venus du monde entier, est le nouveau terrain d'affrontement entre les États-Unis et l'Iran, depuis que Trump a interdit à Téhéran de vendre son pétrole.

La semaine dernière, Trump a relancé les hostilités avec la Chine, en décidant d'étendre les droits de douane à toutes les importations chinoises. Celle-ci a riposté en jouant sur la dévaluation de sa monnaie, le yuan.

Les conséquences sur les Bourses ont été immédiates. En une semaine, celle de Paris chutait de 5%. Le 5 août, Wall Street a enregistré son pire chiffre de l'année. « *Les perdants étaient partout : la technologie, le commerce, le pétrole* », note la presse américaine. Selon les spécialistes de la Silicon Valley, « *Microsoft, Amazon, Apple, Facebook et Alphabet ont perdu au total 162 milliards de dollars de valeur boursière.* » C'est dire la fragilité de tout leur système.

Cela fait des mois que les économistes bourgeois alertent quant à la multiplication et à la taille des bulles spéculatives. Depuis le krach de 2008, toutes les banques centrales ont déversé des centaines de milliards dans l'économie à des taux d'intérêt historiquement faibles, pour aider à la reprise. Mais ces milliards n'ont pas été investis dans la production, ils ont servi à spéculer.

Aujourd'hui, la quantité de matière explosive est plus importante que jamais. Le moindre choc, l'incertitude ou la perte de confiance dans telle ou telle valeur, peut donc agir comme un détonateur sur un baril de poudre.

Les profiteurs de ce système en sont tellement conscients qu'ils se ruent désormais sur les valeurs refuge, l'or, l'immobilier et même les dettes des États, qui leur permettent de mettre en sécurité leurs milliards malgré des taux d'intérêt négatifs. Et puis, comme valeur sûre, il y a le luxe, qui a connu une croissance folle, faisant grimper la fortune de Bernard Arnault, PDG de LVMH, de 40 milliards de dollars en un an, soit

une augmentation de 106 millions par jour ou 4 millions et demi par heure!

Et à côté de cela il manque de l'argent pour les hôpitaux et pour les Ehpad. Des pays aussi riches que la France sont incapables ne serait-ce que d'entretenir leurs chemins de fer. L'écrasante majorité de ceux qui sont indispensables à la vie sociale voient leurs conditions de vie se dégrader. Nombre de salariés triment pour 1200 euros net. Des milliers de livreurs Deliveroo, Uber et autres, véritables damnés du bitume, enfourchent leur vélo des heures durant pour des salaires de misère.

Toutes les activités économiques sont parasitées et détournées de leur utilité sociale par la rapacité capitaliste. Mais, pire encore, tout le système est dépendant des paris spéculatifs et, au moindre vent de panique, tout peut s'écrouler.

Malgré les moyens technologiques à notre disposition, la production des matières premières et de l'énergie, la production de nourriture, de médicaments, les activités de communication et de transport, la construction de logements peuvent être arrêtées net.

Parce que d'immenses richesses s'accumulent à un pôle et parce que les capitalistes nagent dans les milliards et les jouent à la Bourse, l'économie court droit au krach, à de nouvelles destructions, aux pénuries, au chômage de masse, à la misère, si ce n'est à la guerre généralisée. Y-a-t-il économie plus injuste et plus folle?

Seul le monde du travail est en mesure de remettre l'économie sur ses pieds. Ses intérêts l'y poussent, car les travailleurs sont les principales victimes du parasitisme des capitalistes. Ils subissent une situation économique de plus en plus tendue, où la course à la rentabilité ne cesse d'aggraver les conditions de travail, de supprimer les emplois et multiplier la précarité. Et en cas de krach ou de guerre, ils seront les premiers sacrifiés.

Mais, en retrouvant le chemin de la lutte et de l'organisation collective contre la classe capitaliste, c'est à toute la société que les travailleurs redonneront un avenir. Car ils sont les seuls à pouvoir impulser une économie organisée collectivement pour répondre aux besoins de tous. Pour cela, il faut renverser le pouvoir de la grande bourgeoisie et mettre fin à la propriété privée des groupes capitalistes.



Porte-conteneurs chinois dans un port californien.

Décès d'un maire : les discours et la réalité

La mort du maire de Signes (Var), lundi 5 août, a fait la une de l'actualité. L'élu, Jean-Mathieu Michel, avait interpellé deux jeunes ouvriers qui venaient déposer illégalement des gravats. Ils auraient accepté de les reprendre, mais pas d'attendre la police municipale qui devait les verbaliser.

Le chauffeur de la camionnette a manœuvré pour partir, et a accidentellement renversé le maire. Macron et dans son sillage les ministres Castaner et Gourault se sont emparés de ce fait divers pour promettre une réponse ferme aux incivilités et rendre hommage aux modestes « serviteurs de la République » que sont les maires des communes rurales. Un projet de loi est en cours de discussion au Sénat et on leur promet des caméras automatiques, plus de considération et d'augmenter leurs pouvoirs de police.

Ces postures politiques ne changeront bien sûr rien à la question des dépôts sauvages. Comme le soulignent les associations du Var qui militent contre ceux-ci, les dépôts sur le bord de la route ou dans les forêts par les petits patrons ou les particuliers ne sont qu'un aspect du problème. Le secteur du bâtiment et des travaux publics produit chaque année 250 millions de tonnes de déchets. L'essentiel est inerte, comme le béton, la terre ou les

gravats, et des filières de concassage et de recyclage existent, pour fournir de nouveaux matériaux de remblai ou de construction. Mais elles sont insuffisantes et saturées, et 30 % de ces matériaux aboutissent dans des décharges, légales ou pas.

La situation dans le Var est particulièrement critique. L'urbanisation du littoral de la Côte d'Azur génère d'immenses profits, mais

aussi quantité de déchets du bâtiment. Les communes aisées refusent l'ouverture de centres de stockage, et les déchets vont s'accumuler plus loin, enrichissant des propriétaires qui mettent à disposition des terrains, en proposant des prix intéressants, et des norias de camions s'y déversent. Au Castellet, commune voisine de Signes, les riverains se mobilisent depuis des années contre une décharge privée, où les sociétés du BTP auraient déversé un million de tonnes de déchets depuis trente ans.

Le BTP représente un chiffre d'affaires de 150 milliards d'euros, dont



presque la moitié est réalisée par Bouygues, Vinci et Eiffage. Il y aurait donc largement de quoi organiser des filières capables de prendre en charge l'ensemble des déchets, y compris pour les petites entreprises. Mais c'est la loi du

marché qui domine, et en définitive la loi de la jungle. Riverains et maires des petites communes sont abandonnés seuls face à cette situation, à l'image d'une société qui se dégrade de jour en jour.

Serge Fauveau

Fruits et légumes : toujours plus chers

Selon l'Insee, le prix des produits frais a augmenté de 6,7 % depuis juillet de l'année dernière. En ce début d'août, il est difficile en particulier de trouver des fruits et légumes bon marché. Est-ce la faute de la canicule, qui aurait entraîné une diminution des quantités produites et donc une certaine pénurie ? Peut-être mais, dans le cas inverse, quand l'offre se fait trop abondante par rapport à la demande, les prix ne

baissent pas !

La preuve en a été faite il y a deux mois. Fin mai, de grandes quantités de tomates sont arrivées à maturité en même temps. La coopérative bretonne Solarenn par exemple, qui conditionne les tomates de 32 producteurs de la région et fournit la France entière, a baissé ses prix jusqu'à 40, voire 30 centimes le kilo pour parvenir à les écouler, alors que les coûts de production atteignent 1 euro. Au

cours du mois de juin, elle a même détruit 700 tonnes de tomates qu'elle ne parvenait pas à vendre.

Dans de tels cas de crise conjoncturelle, la loi EGALIM, entrée en application en novembre 2018 et présentée comme une protection pour les producteurs, prévoit théoriquement que les distributeurs diminuent leurs marges et les prix proposés aux consommateurs, pour soutenir les ventes et limiter les conséquences de

la surproduction. Mais il n'en a rien été : on a continué à voir des tomates vendues dans les grandes surfaces aux alentours de 3 euros le kilo, soit 10 fois le prix d'achat aux producteurs.

Les capitalistes de la grande distribution ont continué à faire des profits en écrasant les producteurs, en rackettant les consommateurs et en bafouant une loi qui ne leur convenait pas.

Valérie Fontaine

Campings : la fin du bon marché

Lors de la mobilisation des gilets jaunes, nombre d'entre eux ont expliqué que, devant se battre pour joindre les deux bouts, ils ne pouvaient plus partir en vacances. Ces dernières années, 65 % des Français auraient renoncé à prendre des vacances pour des raisons financières, et 4 sur 10 de manière répétée. Une raison est notamment que le camping, qui fut longtemps, avec les séjours en famille, synonyme de vacances bon marché, est de plus en plus coûteux.

Ainsi, alors que les campings classés une et deux étoiles représentaient 65 % du parc en 2001, ils ne sont désormais plus que 29 %. Les établissements haut de gamme, de trois, quatre ou cinq étoiles, représentent 71 % des 7 800 campings français, et gagnent chaque année du terrain. Le séjour y coûte maintenant, en moyenne, 24 euros par nuitée pour deux personnes, et 36 euros dans un camping trois étoiles. Et dans les campings équipés d'une piscine, ou situés dans les départements de la Côte d'Azur, ou plus généralement en bord de mer, il faut

ajouter 10 euros par nuitée.

Dans cette hôtellerie de plein air, le parc des campings est aujourd'hui composé à près de 30 % par des bungalows et des mobile-homes. Ceux-ci sont nettement plus chers. Dans un camping 4 étoiles, la location d'un mobile-home ou d'un bungalow coûte, pour une semaine, 850 à 1400 euros. Un budget rédhibitoire pour les familles populaires.

À qui la faute ? Pour les campings privés, les bénéfices sont plus élevés dans le haut de gamme. Et puis, les campings gérés par des associations ou des collectivités locales, souvent

meilleur marché, sont de moins en moins nombreux. De nombreuses communes ont fermé les leurs. C'est par exemple le cas à Royan (Charente-Maritime), dont le camping créé en 1956 a fermé en 2017. À Saint-Malo, sur les quatre campings municipaux, deux ont fermé et la gestion des deux

derniers a été confiée au privé, la mairie expliquant : « Chacun son métier. » À Quiberon (Morbihan), le camping municipal du Goviro doit également fermer, malgré une mobilisation des campeurs ces jours derniers. Parmi les raisons des fermetures, il y a la diète à laquelle l'État soumet les

communes. Mais il y a aussi parfois des choix politiques de mairies privilégiant un tourisme haut de gamme, plutôt que populaire.

En vacances comme le reste de l'année, les inégalités se creusent, dans une société de plus en plus dure pour les plus pauvres.

Michel Bondelet



À Quiberon, manifestation contre la transformation du camping en hôtellerie de luxe.

Mort de Steve : des témoignages accablants

Une association locale a réuni les témoignages de 148 personnes, victimes de la charge policière qui a abouti à la noyade de Steve Maia Caniço, le 22 juin à Nantes. Ces témoignages s'ajoutent à ceux des secouristes présents sur les lieux, évoquant une atmosphère de zone de guerre.

Ils contredisent les conclusions de l'IGPN, la police des polices, qui dans son rapport affirmait qu'il n'y avait aucun lien entre l'intervention des forces de l'ordre et la disparition de Steve Maia Caniço.

Tous les témoignages confirment qu'il s'agissait bien d'une charge délibérée, sans sommation, pour évacuer du quai des centaines de gens, avec la Loire comme seule échappatoire.

Il faisait nuit, certains participants endormis se sont réveillés en panique, et très vite le quai a été envahi par les gaz lacrymogènes. La police a abondamment

fait usage de gaz, de coups de matraque et de tirs de LBD à bout portant. Il est difficile de ne pas voir de lien entre l'intervention de la police et les chutes de personnes dans l'eau.

Dix-huit témoins affirment avoir vu des personnes tomber dans la Loire. Certains, qui ont alerté les policiers, se sont vu répondre : « C'est pas notre boulot, c'est celui des pompiers », ou mieux : « Cassez-vous, ou on vous embarque. »

89 participants, dont certains ont été sérieusement blessés par les policiers ou sont tombés à l'eau, ont déposé une plainte pour mise



Un manifestant pris à la gorge lors d'une manifestation pour Steve à Nantes.

en danger de la vie d'autrui et violences volontaires par personnes dépositaires de l'autorité publique.

L'IGPN se justifie en prétendant que son action ne remplace pas le travail de la justice, une procédure judiciaire pour homicide involontaire étant ouverte par le procureur de Nantes.

Mais combien de temps les victimes, la famille et les proches de Steve devront-ils attendre le verdict de la justice, si tant est que

l'affaire n'est pas enterrée d'ici là ? En attendant, la seule expression publique du ministère de l'Intérieur, à travers les conclusions de l'IGPN, aboutit à blanchir les policiers. C'est un encouragement à poursuivre les violences, employées notamment lors du mouvement des gilets jaunes.

Le message a été reçu cinq sur cinq car, dès la manifestation du 3 août en hommage à Steve et contre les violences policières, un

homme de 51 ans affirme avoir été violemment étranglé jusqu'à l'étouffement par des policiers de la BAC. Les policiers n'ont pas été inquiétés, en revanche leur victime, après un passage à l'hôpital, a été placée vingt-quatre heures en garde à vue.

Voilà ce que le gouvernement, à travers les mots de Castaner et de Philippe, appelle des actions justes et proportionnées.

Alain Chevard

Angers : l'État déloge... sans reloger

Depuis un an le squat de la Grande ourse, situé dans un ancien immeuble de la CNAM, boulevard Daviers à Angers, était occupé par des dizaines de personnes sans logis.

Les uns étaient des réfugiés d'Afrique ou d'Europe de l'Est, les autres SDF ou encore étudiants sans moyens de payer un loyer.

Mercredi 30 juillet, à 6h du matin, la préfecture a expulsé cette communauté paisible et bien organisée.

Sur les 44 personnes

évacuées par les policiers et les gendarmes mobiles, quelques familles ont été conduites en taxi dans un hôtel de Beaucozé où elles pourront rester cinq jours. Mais la majorité des délogés vont se retrouver livrés à eux-mêmes, alors même que

la ville compte des milliers de logements vides. Cela répète le scénario du 19 juin dernier, quand les mêmes forces de l'ordre avaient expulsé des dizaines d'habitants du squat de la rue du Maine.

Une fois de plus, l'État

frappe les plus démunis, au nom du respect de la loi. Que fait le préfet des textes censés garantir à chacun l'accès à un toit et un minimum de sécurité matérielle ? Dans cette république bourgeoise jusqu'à l'os, il s'assoit dessus.

Correspondant LO

Frais bancaires : les clients détroussés

Les salariés qui connaissent des fins de mois difficiles subissent bien souvent une double peine. En plus de se restreindre dans les achats du quotidien, en plus de recevoir des menaces de coupure de téléphone, voire d'eau et d'électricité, ou d'expulsion, c'est bien souvent leur banque qui vient les ponctionner directement sur leur compte.

À chaque incident bancaire, les banques prélèvent jusqu'à 20 euros pour un virement, et 50 euros pour un chèque refusé. Elles n'hésitent pas à ponctionner le client plusieurs fois lorsque la demande de paiement revient quelques jours plus tard.

Ces prélèvements sont une véritable poule aux œufs d'or pour les banques. Ils touchent entre un tiers et un quart des clients chaque année, pour un montant de 210 euros en moyenne. Au bas mot, c'est 1,2 milliard d'euros qu'encaissent ainsi les banques de façon

automatique. Mais selon certaines associations, le montant global s'élève en réalité à 6 milliards d'euros.

En échange de l'obligation pour les salariés de détenir un compte bancaire, les banques sont censées assurer gratuitement à leur client le retrait d'espèces, la mise à disposition de chèques et de relevés de compte, et permettre la clôture du compte. Tous ces services élémentaires, alors que la banque profite de l'argent des salariés versé sur leur compte, sont aujourd'hui de plus en plus chèrement payés.

Devant les protestations de certaines associations d'usagers, le gouvernement a fait mine de réagir. Il s'est contenté de demander une évaluation précise sur les frais entraînés par les incidents bancaires. Quant à la mise en place au début de l'année 2019 d'une forme de bouclier social devant limiter les frais bancaires à 25 euros par mois, elle se fait en réalité au bon vouloir des banques. C'est à elles de décider quel sera le « public fragile » à qui bénéficieront ces mesures.

Riches à milliards, bénéficiaires des largesses de l'État, contribuant par leur comportement à précipiter la planète dans un chaos financier, les banques n'en continuent pas moins à prélever jusqu'au dernier euro même à leurs clients les plus en difficulté.

Gilles Boti

Maubeuge : les vautours de la finance

Depuis quelque temps, un bureau de conseil en investissement situé dans le centre-ville de Maubeuge propose d'investir dans l'immobilier à Detroit, aux États-Unis.

Sur une dizaine d'affichettes il est expliqué que, la crise immobilière américaine puis économique mondiale de 2008 ayant poussé à la rue des milliers de familles, il y a de bonnes affaires à réaliser !

Il ne s'agit pas de s'expatrier pour aller vivre en Amérique, mais de devenir propriétaire à distance afin de s'affranchir d'un certain nombre de charges fiscales et d'optimiser au maximum sa rentabilité, comme le déclare ouvertement une des plaquettes.

À Detroit, ancienne

capitale de l'automobile, en faillite et ravagée par le chômage, des familles campent toujours à quelques mètres de leur ancienne maison, saisie par les banques et dont l'accès est condamné. Tout comme d'ailleurs à Maubeuge, où le taux de chômage dépasse les 30% et qui se dépeuple.

Proposer à quelques-uns de faire leur beurre sur les catastrophes sociales que produit son économie folle, voilà qui résume bien les ambitions du système capitaliste.

Correspondant LO

Transports collectifs : une pénurie générale



OLIVIER BOITET

TER en Picardie.

Une étude récente réalisée par l'Autorité de la qualité de service dans les transports (AQST), qui dépend du ministère de la Transition écologique et solidaire, s'est penchée sur les offres de déplacements publics dans les régions rurales.

Le constat confirme ce que tout le monde sait : pour rejoindre les grands centres urbains, les habitants des territoires ruraux n'ont bien souvent d'autre choix que de prendre leur véhicule personnel, à cause d'un maillage insuffisant de cars et de trains. Quand ceux-ci existent, leurs horaires de fonctionnement sont restreints et souvent inadaptés. Résultat : en zone rurale, les trajets sont cinq fois plus longs en transports en commun qu'en voiture.

Parallèlement, des maires ont témoigné dans différents articles de presse ou reportages télévisés. Ainsi Louis Pautrel, maire UDI du Ferré, une commune de 690 habitants d'Ille-et-Vilaine, explique qu'il n'existe aucune offre de transports publics pour rejoindre la ville la plus proche, Fougères, située à moins de 20 kilomètres. Mais l'élu, qui est aussi vice-président national de l'Association des maires ruraux de France, demande à l'État « d'arrêter

de concentrer les services publics et les activités économiques autour des grandes métropoles. Il faut un rééquilibrage territorial, avec des politiques de différenciation en faveur des territoires les plus isolés. »

Des propos que développent souvent des notables locaux, mais qui, en opposant ainsi les zones rurales aux grandes métropoles, sont aussi une façon d'esquiver les vraies questions. Car si dans les grandes agglomérations des réseaux de transports en commun existent, ils sont également défaillants. RER bondés, trains supprimés, retards et pannes multiples liés au manque d'entretien, lignes fermées en soirée : tel est, par exemple, le lot de millions de Franciliens. C'est particulièrement le cas pour ceux issus des couches populaires qui travaillent tard le soir, ou sont obligés d'habiter en grande banlieue, loin des centres urbains aux coûts inabondables.

En réalité, pour faire face à cette situation, en ville comme à la campagne, il faudrait un plan massif d'investissements s'appuyant sur la complémentarité des différents moyens de transport existant aujourd'hui. La construction d'un vaste réseau ferré permettant de relier chaque sous-préfecture et le maximum de chefs-lieux de canton avait été lancée au 19^e siècle afin de désenclaver les régions mal desservies. La fermeture d'un grand nombre de ces lignes pour de seules raisons de rentabilité est loin d'être justifiée. Mais Elisabeth Borne, ministre des Transports et de la Transition écologique, s'est contentée, pour rebondir sur l'enquête de l'AQST, de répéter que le gouvernement allait soutenir (ce qui veut dire financer seulement en partie) 16 expérimentations d'utilisation en situation réelle... de petits véhicules autonomes sur la voie publique. Autant dire qu'avec cette goutte d'eau dans un océan de sous-développement, la situation n'est pas près de s'améliorer.

Henri Marnier

Carburants : chauds les prix !

Depuis le début des vacances d'été, ceux qui partent ont la mauvaise surprise de l'augmentation du prix de la majorité des carburants, mis à part le GPL. Or une statistique estime que ceux-ci représentent 23 % du budget vacances.

De deux à trois centimes par litre, telle a été la hausse constatée à la pompe depuis début juillet. La hausse se poursuit chaque semaine, un centime par-ci par-là. Et, selon le ministère de la Transition écologique, le

mouvement n'est pas près de se calmer. La faute en serait à la hausse des prix du pétrole, elle-même imputable à la tempête sur la Louisiane, aux tensions USA-Iran, à la baisse de la production russe, et sans doute... à la

rage de dents de la grand-mère du PDG de Total.

En fait, les deux tiers (entre 62 et 70 %) du prix du carburant consiste en taxes versées au budget de l'État. Ce sont principalement la TICPE, la taxe intérieure sur la consommation de produits énergétiques, mais aussi l'impôt indirect que constitue la TVA, ici au taux de 20 %, prélevée sur le produit lui-même mais

Demandeurs d'asile : un tourment quotidien de plus

En septembre, la carte bancaire que l'Office français de l'immigration et l'intégration (OFII) remet aux demandeurs d'asile dont le dossier est en traitement ne permettra plus d'effectuer de retraits en liquide. Elle servira uniquement à effectuer des paiements.

Jusqu'à présent, les titulaires de la carte pouvaient effectuer trois retraits par mois, dans la limite de l'allocation de demandeur d'asile (ADA).

Cette allocation est le seul revenu dont disposent les réfugiés pendant l'examen de leur demande d'asile. Ils n'ont ni le droit de travailler, ni droit à aucune autre allocation, comme par exemple l'APL. Le montant de l'ADA est très faible et dégressif : 6,80 euros par jour pour une seule personne, 17 euros pour une famille de quatre.

Du fait de leur situation les demandeurs d'asile sont très souvent obligés d'effectuer des paiements en liquide. Par exemple leur logement, quand ils en trouvent un, est souvent payé au noir. Cette décision va rendre encore plus difficile leur quotidien, mais le directeur de l'OFII ose la justifier en expliquant que « la manipulation d'argent liquide expose le demandeur d'asile à des phénomènes comme le

vol ou le racket ». Ce serait donc, bien entendu, pour leur bien.

Cette décision s'inscrit en réalité dans la droite ligne de la loi baptisée « Pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie » adoptée en septembre 2018. Celle-ci diminuait les délais de dépôt de demande d'asile et de recours, et augmentait la durée d'enfermement dans les centres de rétention. Le ministère de l'Intérieur et ses divers organismes, Ofii, Ofpra, etc., cherchent à rendre la situation des réfugiés plus difficile, pour les dissuader de rester.

Et, au-delà, cette mesure s'inscrit dans la lignée de toute la politique criminelle européenne, qui finance des régimes comme la Turquie, le Niger ou les chefs de guerre libyens, pour qu'ils bloquent eux-mêmes le trajet des migrants, en les parquant dans des camps ou des prisons, voire en les torturant.

Thomas Baumer



File d'attente de demandeurs d'asile pour obtenir un rendez-vous.

RMC

également sur la TICPE. Pour calmer la colère des gilets jaunes, le gouvernement a gelé l'augmentation prévue de la TICPE sur le gazole, mais pas sur le super sans plomb. Et, de toute façon, les pleins de plus en plus coûteux pèsent lourd sur le budget de ceux qui doivent se déplacer en voiture, pour le travail, la recherche d'emploi ou quelques jours de vacances.

Et puisque les causes des hausses des carburants sont plus difficiles à cerner que l'évolution de l'anticyclone, et tout aussi impossibles à empêcher, la seule solution serait d'imposer l'augmentation automatique des salaires et des pensions en fonction des augmentations de prix et notamment de ceux de l'essence et du gazole.

Viviane Lafont

Algérie : pas de trêve estivale pour le mouvement populaire



Manifestation du 9 août devant la grande poste d'Alger.

Vendredi 9 août, malgré la chaleur caniculaire et à deux jours des fêtes de l'Aïd, le mouvement populaire pour « dégager le système » s'est poursuivi. Pour le 25^e vendredi consécutif, des cortèges de manifestants déterminés ont parcouru les principales villes du pays.

Ils refusent toujours une élection présidentielle organisée par les piliers du régime, tels Abdelkader Bensalah, le président par intérim, et Nouredine Bédoui, le Premier ministre. Ahmed Gaïd Salah, le chef d'état-major de l'armée, nouvel homme fort du pouvoir, a été particulièrement conspué, ainsi que Karim Younès, le chef du panel de personnalités formé par Bensalah pour entamer un dialogue en vue de la présidentielle: « Pas d'élections avec la bande », « Y'en marre des généraux ! », « Un État civil et pas un État militaire ! », « Gaïd Salah, chef de la bande ! » Des slogans appelant à la désobéissance civile pour la rentrée de septembre ont été repris dans de nombreux cortèges: « Elle arrive, elle arrive, la désobéissance civile ! »

La veille de la manifestation, Gaïd Salah avait pourtant déclaré que l'armée, qui selon lui accompagne depuis le début le mouvement populaire, avait satisfait à ses revendications fondamentales. Il ne resterait plus selon lui que l'étape de l'élection présidentielle. Son opération mains propres, censée

lutter contre la corruption, a conduit à la prison d'El Harrach des grands patrons, hauts fonctionnaires, ex-ministres et ex-Premiers ministres. C'était maintenant le tour des frères Benhamadi, patrons du groupe Condor (agro-alimentaire, électroménager, pharmacie), de découvrir les charmes de cette prison, surnommée avec humour « le nouveau club des Pins », en référence au lieu situé à l'ouest d'Alger où vivent tous les hauts dignitaires du régime. Gaïd Salah, lui-même ancien fervent partisan du 5^e mandat, n'a pas été gêné de les faire inculper pour « financement occulte de partis politiques et de la campagne électorale pour un 5^e mandat de Bouteflika »!

En rouvrant un certain nombre d'affaires de corruption classées jusqu'ici sans suite, comme celle de la construction de l'autoroute Est-Ouest, Gaïd Salah veut marquer les esprits et espère faire refluer le mouvement.

Ces arrestations, avant tout le fruit de la mobilisation inédite qui secoue le pays depuis plus de cinq mois, ont certainement réjoui une partie de l'opinion

populaire, mais elles n'ont pas réussi à enrayer ce mouvement qui ne se satisfait pas d'un ravalement de façade. Elles ne peuvent faire oublier d'autres arrestations, comme celles de dizaines de personnes qui ont brandi le drapeau berbère.

Le 5 août, une peine de dix ans de prison avait été requise par le procureur d'Annaba à l'encontre de Nadir Fetissi, qui avait brandi ce drapeau. L'émotion suscitée par ce réquisitoire a été d'autant plus vive que ce procureur avait manifesté en mars pour réclamer « une Algérie libre et démocratique » et un État de droit! Le verdict prononçant sa libération a été vécu comme une victoire du mouvement.

Le pouvoir n'en a pas fini avec la contestation. Les travailleurs et les classes populaires sont toujours confrontés aux difficultés quotidiennes, chômage, bas salaires et inflation. Dans nombre d'entreprises, ils doivent lutter pour imposer des droits élémentaires comme celui de choisir leurs délégués syndicaux. Si le pouvoir a mis quelques patrons en prison, il s'apprête à mettre tous les moyens pour aider le patronat à surmonter la crise économique qui frappe le pays, en présentant la note aux travailleurs.

Leila Wahda

États-Unis : Trump contre des travailleurs immigrés

Mercredi 7 août, le jour même où Trump allait à El Paso pour tenter de rencontrer des victimes ayant survécu à la tuerie antimigrants quelques jours auparavant, son administration organisait une descente de police spectaculaire contre des travailleurs immigrés dans l'État du Mississippi.

680 travailleurs de l'agroalimentaire ont ainsi été arrêtés. Le seul crime qui leur est reproché est d'être, peut-être, des travailleurs illégaux. La police est arrivée dans les usines de cinq villes, essentiellement des usines du secteur de la volaille, les menottes prêtes pour ratisser large. Les autorités ont annoncé qu'elles avaient fini par libérer près de 300 personnes, un peu moins de la moitié de celles arrêtées. Mais au moins deux des usines concernées par les rafles ne pouvaient plus assurer leur production. L'une d'elles, PH Food, a été complètement arrêtée car près des trois quarts des employés avaient été interpellés.

La chaîne de télévision locale a retransmis des images d'enfants en pleurs au retour de l'école, apprenant que leurs parents avaient été arrêtés. Et plusieurs ont dû passer la nuit dans un gymnase. Cela a paraît-il, et on l'imagine aisément, choqué beaucoup de gens. Trump, lui, s'est félicité de l'opération en disant qu'il faut que « les gens sachent que, s'ils viennent aux États-Unis illégalement, ils vont repartir ». Il a ajouté: « Cela sert de dissuasion efficace. Lorsque les gens voient ce qu'ils ont vu [mercredi], ils savent qu'ils ne

vont pas rester. »

En pleine campagne pour sa réélection en tant que président des États-Unis – les élections auront lieu en 2020 – Trump joue la carte de la démagogie anti-immigrés la plus débridée. Il a déclaré qu'il en expulserait des millions et prétend transformer les frontières des États-Unis en remparts infranchissables, au nord comme au sud. Son exubérance haineuse est faite pour plaire à l'électorat le plus à droite, pour attiser les tensions et diviser les travailleurs. Il jette de l'huile sur le feu en pensant que cela lui rapportera électoralement.

Les politiciens comme lui, qui sont de plus en plus nombreux en Amérique comme en Europe, font le calcul que des travailleurs résignés et démoralisés seront d'autant plus enclins à se tourner contre plus pauvres qu'eux. Mais la lutte de classe est une réalité bien plus fondamentale que toute leur démagogie. Et c'est peut-être même une provocation de Trump qui, par l'émotion qu'elle suscitera, provoquera la réaction des travailleurs des États-Unis, quelle que soit leur origine, pour défendre leurs intérêts d'exploités.

Pierre Royan

Police raciste au Texas

À Galveston, au Texas, un sans-abri noir a été arrêté et menotté par deux policiers blancs à cheval, qui l'ont emmené avec une corde jusqu'au poste de police. Les militants anti-racistes ont, à juste titre,

dénoncé ce sinistre écho des chaînes de l'esclavage, qui montre combien, 150 ans après son abolition, les pratiques de la police américaine restent marquées par le racisme.

M.B.



Italie : Salvini voudrait gouverner seul

Entre deux allers-retours vers les plages de l'Adriatique où il passe l'été en délivrant ses interviews, vêtu d'un bermuda et entouré d'une meute de journalistes, le ministre de l'Intérieur italien Matteo Salvini a annoncé que l'expérience de gouvernement avec le mouvement Cinq étoiles de Luigi Di Maio et Beppe Grillo était close et qu'il veut des élections anticipées au plus vite.



Même sur la plage, Salvini continue sa campagne.

La crise gouvernementale ainsi ouverte était cependant une crise annoncée. Le mouvement Cinq étoiles (M5S), bien que sorti vainqueur des élections de mars 2018, n'avait pu parvenir au gouvernement qu'en s'alliant avec la Ligue, le parti d'extrême droite dirigé par Salvini, pourtant alors encore loin derrière en termes de voix. Celui-ci a su se servir largement de cette situation pour se renforcer aux frais de son

allié, au point qu'il pense maintenant pouvoir sortir vainqueur de nouvelles élections, sans plus avoir besoin du M5S.

Le mouvement de Beppe Grillo et Luigi Di Maio avait su profiter de l'énorme déception de l'électorat de gauche après des années de gouvernements du Parti démocrate. Après avoir subi leurs politiques d'austérité accompagnées de nombreuses attaques antiouvrières, cet

électorat s'était tourné vers ce mouvement qui en dénonçait l'incapacité et la corruption, en promettant une gestion honnête et démocratique du pouvoir. Il n'a pas fallu longtemps pour que l'on voie que les promesses de ces nouveaux politiciens se prétendant antisystème n'étaient que du vent.

Di Maio et Beppe Grillo dénonçaient pêle-mêle les partis, les idéologies, les vieilles idées, mais faisaient bien attention à n'en défendre réellement aucune autre. Que ce soit en matière sociale pour défendre les droits des travailleurs face à la crise, ou sur la question des migrants, ils préféraient ne pas répondre. Mouvement sans consistance politique, prétendant que l'honnêteté revendiquée de ses représentants suffirait à donner une solution aux problèmes, le passage des Cinq étoiles au gouvernement a été une suite de capitulations devant les exigences de leur allié d'extrême droite qui, lui, était bien déterminé à imposer une politique et occuper la scène par ses déclarations provocatrices et tonitruantes.

Luigi Di Maio a donc dû revoir à la baisse ses objectifs, par exemple concernant l'instauration d'un revenu de citoyenneté qui était un de ses seuls engagements concrets, et s'est aligné sans

mot dire sur la scandaleuse politique antimigrants de Salvini. Il a avalisé le dernier décret de celui-ci, qui comporte des sanctions et des amendes extravagantes pour quiconque aide les migrants, mais aussi des menaces contre les manifestations et les grèves. Tout au plus le M5S a-t-il tenté de sauver la face en protestant quand le projet de TGV Lyon-Turin est passé, alors que le mouvement s'est toujours déclaré opposé aux grands projets inutiles et au gâchis financier qu'ils représentent. Cela n'a fait que fournir à Salvini le prétexte pour mettre fin à l'alliance.

Les dernières élections régionales et européennes ont confirmé que cette alliance politique profitait avant tout

au parti de Salvini, qui a véritablement siphonné les voix du M5S et aujourd'hui compte bien encaisser le résultat. Malheureusement, cela marque aussi le succès des idées réactionnaires, racistes et xénophobes dont le leader de la Ligue s'est fait le héraut. Di Maio et Grillo, qui n'ont jamais voulu combattre ces idées et ont au contraire jugé habile de s'allier avec un parti d'extrême droite, vont sans doute le payer. Mais ils auront aussi servi de pont conduisant une partie de l'ancien électorat de gauche qui votait Parti démocrate vers cette extrême droite qu'ils ont aidée à banaliser ses idées et sa propagande de caniveau.

André Frys

Pénicaud rate une occasion de se taire

Muriel Pénicaud, ministre du Travail, a écrit à propos de l'auteure noire américaine Toni Morrison, décédée le 5 août, qu'à travers elle « les Noirs ont enfin pu entrer par la grande porte dans la littérature ». Un écho de Sarkozy, qui expliquait que l'homme africain n'est pas assez entré dans l'histoire.

Qu'il y ait une longue

tradition d'auteurs noirs américains, africain ou antillais, d'Aimé Césaire à Richard Wright, de James Baldwin à Ralph Ellison, qui ont précédé et marqué Toni Morrison, on peut certes l'ignorer. En revanche, diffuser sur Twitter son ignorance et une certaine condescendance, il fallait le faire !

Migrants : le cimetière de la Méditerranée et son gardien Macron

Il n'y a plus en Méditerranée de bateau de sauvetage appartenant à l'Union européenne (UE) ou à un de ses États membres. Seuls des navires affrétés par des ONG viennent donc au secours des migrants, malgré toutes les dispositions prises pour les en empêcher.

L'*Ocean Viking*, affrété par SOS Méditerranée et Médecins sans frontières, a ainsi pris la mer récemment. Il est, avec l'*Open Arms* et l'*Alan Kurdi*, un des rares bateaux opérant sur une zone de plusieurs milliers de kilomètres carrés. En trois jours, deux de ces navires ont recueilli plus de 400 migrants. Lundi 12 août, ils cherchaient encore un port d'accueil sûr, où ils pourraient débarquer les femmes et les hommes secourus. L'*Open Arms* faisait du sur-place près de Lampedusa, avec 160 migrants à son bord depuis dix jours, en pleine canicule, tandis que l'*Ocean Viking* continuait de patrouiller au large de la Libye. Aucune solution n'était en vue pour leur accueil. S'ils accostent sans autorisation, les membres des ONG

risquent la confiscation du navire et des amendes pouvant atteindre un million d'euros. Ils attendent donc une décision des autorités portuaires ou de l'UE.

Mais l'UE renvoie vers les différents États européens, dont aucun n'accepte d'accueillir ces bateaux. Plusieurs gouvernements, dont celui de la France, fustigent la politique de Salvini. Arguant du fait que son pays ne devait plus être « le camp de réfugiés de l'Europe », le ministre de l'Intérieur italien interdit depuis un an aux bateaux de sauvetage d'accoster en Italie, transformant des sauveteurs en hors-la-loi.

Mais, derrière un vernis humanitaire, la politique française n'est pas fondamentalement différente. Il existe de nombreux ports sûrs français en Méditerranée,

du Canet-en-Roussillon à Menton, en passant par Marseille, les ports de Corse, voire Borme-les-Mimosas, où se trouve un certain fort de Brégançon. Mais Macron et son gouvernement s'opposent à tout débarquement.

Tous les jours, des migrants risquent leur vie à bord d'embarcations de fortune. Depuis le début de l'année, près de 600 d'entre eux sont morts noyés au large de la Libye. Les gouvernements européens, qui les obligent

à prendre ces risques pour échapper à la dictature, à la guerre ou à la misère et, quand ils sont secourus, ne leur accordent même pas l'asile, ont leur sang sur les mains.

Michel Bondelet



Sauvetage de migrants par l'*Open Arms*.

Hongrie, août 1919 : L'écrasement du pouvoir ouvrier

Début août 1919, la République des conseils de Hongrie, qui avait été proclamée 133 jours plus tôt, était écrasée dans Budapest. Un an et demi après la victoire de la révolution en Russie, accueillie avec ferveur par la classe ouvrière de tous les pays, les travailleurs hongrois avaient pris le pouvoir et mis en place à leur tour leurs soviets.

Depuis 1867, la Hongrie était un royaume associé à l'Autriche, dont l'empereur était aussi roi de Hongrie. Le soutien à ce régime permettait à l'aristocratie hongroise d'opprimer les populations des provinces de Croatie, Slovaquie, Transylvanie, du Banat, et toutes les minorités nationales de l'est de l'empire austro-hongrois.

La Hongrie à la veille de la révolution

La société hongroise était caractérisée par cette mosaïque de nationalités et par des rapports sociaux encore à demi féodaux. Le pouvoir était concentré dans les mains d'une minorité de riches nobles. 5% de la population possédaient 85% des terres. Le servage avait été aboli, mais les grands domaines étaient cultivés par des « travailleurs domaniaux », dont la condition n'en différait que très peu. Les trois quarts des paysans étaient des paysans très pauvres – soit 2,5 à 4 millions de personnes. Une minorité possédaient de petits lots de terre, mais ne pouvant en vivre, ils devaient se louer ailleurs.

Une industrie moderne était apparue à partir des années 1880, soutenue par

les investissements de capitalistes étrangers, autrichiens, allemands, français, anglais et américains. La bourgeoisie hongroise, peu développée, restait sous la coupe de l'aristocratie foncière. A Budapest et dans ses environs, une industrie à grande échelle s'était développée. En 1910, plus de 50% de l'industrie se concentrait dans cette zone et 51,3% des ouvriers de Budapest travaillaient dans des usines de plus de 100 salariés. Depuis les années 1890, cette classe ouvrière s'organisait au sein de syndicats – 30% des ouvriers de la capitale étaient syndiqués – et du Parti social-démocrate. Ce parti s'implantait aussi dans les campagnes, contribuant à éveiller les consciences de nombreux petits paysans et ouvriers agricoles. Le réformisme gangrenait cependant le parti hongrois, comme toute la II^e Internationale et, lors du déclenchement de la guerre, ses dirigeants applaudirent à la guerre impérialiste.

La victoire de la révolution russe encouragea partout en Europe les classes populaires à s'insurger contre la guerre et la misère. En Hongrie, le 18 janvier 1918, une grève générale

paralisa Budapest, suivie de manifestations de masse auxquelles de nombreux soldats participèrent.

La montée révolutionnaire dans le sillage de la révolution russe

À l'automne 1918, avec l'effondrement du front bulgare, la vague de désertions s'amplifia jusqu'à submerger le pays. Des soulèvements et des mutineries éclatèrent dans l'armée et la marine. Quand il devint évident que les puissances centrales avaient perdu la guerre, ces mutineries se généralisèrent. Fin octobre, l'insurrection gagna les usines à Budapest, puis tout le pays. Des conseils d'ouvriers et d'ouvriers agricoles se formaient partout sur le modèle russe, exerçant de fait le pouvoir, appuyés par les soldats démobilisés qui avaient conservé leurs armes et formé leurs propres conseils.

La république fut proclamée le 16 novembre 1918. Le gouvernement qui se mit en place, sous la pression révolutionnaire, était dirigé par le comte Karolyi, chef de file de l'opposition libérale et partisan de l'indépendance de la Hongrie. Mais Karolyi se retrouvait pris en tenaille entre l'insurrection et les

exigences des puissances victorieuses. Celles-ci, États-Unis, Grande-Bretagne et France, voulaient amputer la Hongrie des deux tiers de son territoire. Le 20 mars 1919, refusant cette dernière exigence, Karolyi démissionna et fit appel à ces mêmes communistes hongrois qu'il avait fait emprisonner. Dans un appel daté du 28 mars, l'Internationale communiste, créée depuis peu, constatait : « *Redoutant la colère populaire, la bourgeoisie hongroise n'a pu se résoudre à s'incliner devant l'ultimatum des impérialistes. Elle a dû, serrant les dents de dépit, céder le pouvoir aux ouvriers.* »

Le jour même, les dirigeants du Parti social-démocrate qui avaient approuvé la boucherie impérialiste, tenté à maintes reprises de s'opposer aux grèves ouvrières, soutenu les gouvernements, participé à celui de Karolyi, proposèrent au jeune Parti communiste l'unification des partis ouvriers dans un Parti socialiste unifié.

Inexpérimenté, peu nombreux, le Parti communiste de Hongrie (PCH), était né depuis quatre mois. Il regroupait la minorité la plus radicale de la classe ouvrière, des militants gagnés aux idées bolcheviques lorsqu'ils étaient prisonniers de guerre en Russie, comme leur dirigeant, Béla Kun. Le PCH accepta la proposition de fusion des dirigeants socialistes sur la base du programme. C'était sous-estimer l'influence et le pouvoir de nuisance des réformistes, tout en croyant, et faisant croire, qu'ils pourraient se sentir engagés par l'acceptation de formulations, même radicales.

Les 133 jours du pouvoir ouvrier

Le 21 mars 1919, la République des conseils était proclamée. Comme dans les soviets russes, le pouvoir y appartenait à des élus de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre, contrôlés par la base et révoqués par elle à tout moment. L'âge du vote y était abaissé de 24 à

18 ans, les femmes appelées à voter pour la première fois. La police et la gendarmerie furent remplacées par la garde rouge et l'État devenait laïque. L'école devenait gratuite et l'enseignement religieux fut supprimé. Les droits des minorités nationales étaient reconnus. Les propriétaires des grands domaines fonciers étaient expropriés, ainsi que de nombreux industriels. La socialisation des moyens de production se mit en place avec l'aide des syndicats et des conseils ouvriers. L'obligation du travail fut étendue à la bourgeoisie.

Les dirigeants communistes manquaient cependant d'expérience et leurs erreurs allaient fragiliser le pouvoir ouvrier. Ainsi, si la paysannerie soutenait l'expropriation de grands domaines, elle refusait leur transformation en de grandes exploitations collectives que le parti voulait à tout prix mettre en place. Cela ne répondait pas aux attentes de millions de paysans : avoir enfin la terre. La fusion au sein du Parti socialiste unifié se révéla être un piège. Dès le début, les dirigeants réformistes mirent tout en œuvre afin de saboter le pouvoir de l'intérieur, pour finir par s'entendre avec les forces de la contre-révolution.

Comme ils le firent contre le pouvoir soviétique en Russie, les dirigeants des pays impérialistes lancèrent contre les conseils hongrois les armées qu'ils pouvaient mobiliser. Les travailleurs et les militants communistes hongrois durent dès le début défendre leur République des conseils les armes à la main. Mais les armées des puissances impérialistes, menées par le général Franchet d'Espèrey et pilotées par l'état-major français, finirent par écraser celle-ci dans le sang. Les 3 et 4 août, elles entraient dans Budapest, marquant le début de la période de la terreur blanche qui allait ouvrir la voie à la dictature féroce de l'amiral Horthy.

Aline Rétesse



Béla Kun s'adresse aux ouvriers des usines Weiss-Manfred de Csepel.



« Canailles! est-ce là ce que vous vouliez? » – Affiche communiste contre le traité de Versailles.



Rassemblement des travailleurs des Urgences à Thionville en Moselle.

Santé: ne pas tomber malade au mois d'août!

Se faire soigner pendant l'été peut être une véritable galère, plus encore que le reste de l'année. Il y a tout d'abord la pénurie de médicaments qui, rien que pour 2019, concerne plus de 1 200 traitements, plus 60 % par rapport à 2018. Sans parler des services d'urgence au bord de la rupture et en plein mouvement de grève. C'est la même galère, en période de congés, pour trouver en ville un généraliste ou un spécialiste.

Depuis des années, avec le système de sélection, appelé *numerus clausus* mis en place en 1971, les gouvernements successifs ont créé une pénurie véritablement dramatique. L'Ordre des médecins annonce que, depuis 2010, on compte 6,8 % de généralistes en moins et que, d'ici 2025, il y en aura encore autant en moins, avec les départs en retraite, 24 % des généralistes ayant aujourd'hui plus de 60 ans.

De plus, cette pénurie organisée a des effets variables d'une région à l'autre, puisque les médecins peuvent s'installer où ils veulent. C'est pourquoi il

ya de véritables déserts médicaux, des départements de province mais aussi de la banlieue parisienne. Pour ne prendre que l'exemple du département de l'Eure, la densité des médecins y est de 154 pour 100 000 habitants, contre 687 à Paris.

Le plan Santé d'Agnès Buzyn, présenté avant l'été, prétend prendre à bras le corps ce problème des déserts médicaux. Elle annonce ainsi la suppression du *numerus clausus* pour 2020, sans dire quel système le remplacera. Agnès Buzyn se félicite de la mise en place par les départements et les régions de mesures

incitatives, notamment financières, pour faire venir des jeunes médecins chez eux. Mais elles ne pourront, au mieux, que modifier la répartition, déshabiller Pierre pour habiller Paul, sans répondre aux besoins en formation de médecins plus nombreux.

La véritable solution serait de former bien plus de médecins que les 9 500 qui sortent diplômés chaque année. Cela veut dire supprimer le *numerus clausus* et, en attendant que cette mesure fasse son effet, organiser et imposer une meilleure répartition géographique des médecins, en ne prenant en compte que les besoins sanitaires de la population. Il faut aussi mettre un coup d'arrêt à l'austérité appliquée à la santé et aux cadeaux faits aux médecins pour défendre leurs intérêts corporatistes.

Cédric Duval

Urgences: la mobilisation s'étend

Si la mobilisation des services d'urgence contre le manque de moyens humains et matériels est en baisse à Paris, elle s'étend ailleurs dans le pays.

On compte aujourd'hui 217 services d'urgence en grève, en tout cas mobilisés pour dénoncer la situation des hôpitaux qui n'ont pas les moyens de remplir leur mission de soigner ceux qui font appel à eux.

La presse et la télévision sont remplies de ces témoignages révoltants. Mardi 6 août, les Urgences de Verdun dans la Meuse rejoignaient le mouvement. Là, en plus des problèmes de tous, c'est la porte du sas des ambulances qui est défectueuse, mais il n'y a pas de budget pour la réparer.

À Saint-Etienne, un homme de 72 ans a ainsi passé cinq jours sur un brancard. À Sisteron, dans les Alpes-de-Haute-Provence, comme à Sainte-Foy-La-Grande en Gironde, les services d'urgence sont fermés la nuit faute de personnel. À Lens ou à Lons-le-Saulnier,

les Urgences sont fermées certains jours en raison d'une pénurie de médecins. À Mulhouse, à cause de la dégradation des conditions de travail, les médecins, qui étaient 26 il y a quelques mois, ne sont plus que 17 en poste et devraient rester à 10 en septembre! Et côté matériel, ce n'est pas mieux: il n'y a que dix boxes d'examen, alors qu'il en faudrait le double.

Tout cela est aberrant et scandaleux. Le personnel des Urgences est malade de ne pas pouvoir prendre en charge correctement ceux qui s'adressent à lui. On dispose de techniques, de connaissances merveilleuses pour soigner, mais on est incapable de les utiliser faute de moyens, consacrés qu'ils sont à soigner le grand capital.

Etienne Hourdin

Nos lecteurs écrivent

Attente aux urgences

Ma mère, âgée de 93 ans, a fait une chute à son domicile de vacances dans l'île de Noirmoutier, chute qui a nécessité de la conduire aux Urgences les plus proches, à Challans en Vendée, à une heure de route.

Arrivée à 18h, elle a été prise en charge par une infirmière qui l'a examinée et qui lui a annoncé qu'il y aurait 6 à 8 heures d'attente avant d'être prise en charge. Ou alors il fallait tenter d'aller à la Roche-Sur-Yon, voire à Nantes, en

espérant que l'attente ne soit pas plus longue!

Devoir faire attendre une vieille dame jusqu'à 2 heures du matin pour la prendre en charge, voilà qui en dit long sur l'état du service de santé. Voilà qui justifie mille fois la mobilisation des travailleurs des hôpitaux contre le manque de moyens dont ils disposent pour prendre en charge humainement les patients qui arrivent.

Fraternellement.

R.O.

Auvergne - Rhône-Alpes: régime sec pour le Planning familial

Au moment où le gouvernement se vante de vouloir mener la lutte contre les violences faites aux femmes, il décide de diminuer, dans certaines régions, les subventions de l'une des associations qui militent contre ces violences depuis longtemps, le Planning familial.

C'est le cas en Auvergne - Rhône-Alpes (AURA), où les subventions devraient diminuer globalement de 10%. Pour le département du Rhône, la subvention 2019 passera de 122 136 à 109 624 euros, et le solde 2018 attendu de 30 966 euros ne sera pas versé, ce qui fera près de 43 500 euros de moins que prévu.

Depuis soixante ans, le Planning assure, en plus de

ses entretiens d'écoute et de consultations, des interventions de prévention dans les établissements scolaires. Dans le Rhône, en 2018, il y a eu 6 746 entretiens d'écoute et de consultation, 291 séances d'éducation à la sexualité et 3 511 consultations médicales. Ces dernières ne sont pas menacées, car financées par les départements. Mais au niveau de la région, faute d'argent, les

différents centres du Planning risquent de devoir diminuer les interventions dans les établissements scolaires et dans les centres d'hébergement pour personnes en situation de handicap, alors qu'ils n'arrivent déjà pas à faire face à tous les besoins et demandes.

Le cabinet de Marlène Schiappa, la secrétaire d'État à l'Égalité entre femmes et hommes, se défend en affirmant que les subventions globales aux associations luttant contre les violences vont augmenter. Mais elles sont versées par les DRDFE, c'est-à-dire

les Directions régionales aux droits des femmes et à l'égalité, qui décideront à quelles associations elles les donnent. Et si elle affirme que, nationalement, la subvention au Planning va un peu augmenter pour pouvoir financer des départements vraiment sous-dotés, ce sera aussi en diminuant les subventions d'autres départements, comme dans la région AURA: on déshabille Pierre pour habiller Paul.

Les sommes ainsi économisées sont dérisoires, comparées aux milliards dépensés pour fabriquer des armes ou subventionner



des grandes entreprises déjà richissimes. Mais, s'agissant du social, pour le gouvernement, tout est toujours trop cher. Quant à lutter pour l'égalité hommes-femmes, il reste toujours les discours!

Correspondant LO

Neuhauser: les travailleurs débrayent

Alors qu'un plan de 185 suppressions d'emplois est en cours à la boulangerie industrielle Neuhauser de Folschviller (Moselle), les travailleurs ont débrayé dix jours de suite contre la réorganisation du travail prévue par la direction.

Fin août, le site Furst 1 doit fermer, et seul restera Furst 2. Sur ce site, un secteur travaillait en 3x8 et les autres en 5x8. La direction a fait passer tout le monde en 3x8. Mais cela se traduisait pour ceux en 5x8 par des pertes de salaire importantes et un allongement de la semaine de travail, qui passe en moyenne de 32 heures à 37,5 heures. Alors, pour faire passer la pilule, la direction a cédé des primes, représentant entre 200 et 400 euros par mois, primes que ne touchent pas ceux qui étaient déjà en 3x8.

Ce sont eux qui ont démarré les débrayages de deux heures par jour qui, dans la boulangerie, se traduisent par des pertes de production de dix heures. Ils ont été rejoints par ceux qui étaient en 5x8, et qui sont très mécontents du passage en 3x8. Pendant dix jours ces travailleurs ont tenu bon, la direction

refusant toute négociation, envoyant les directeurs essayer de les convaincre de ne pas faire grève. Ils ont repris le travail lundi 12 août, dégoûtés de l'attitude de ce patron licencier, arrogant et agressif.

La boulangerie industrielle Neuhauser, qui a fait la fortune de la famille du même nom, appartient désormais au groupe Soufflet.

Ce gros groupe capitaliste familial fait un chiffre d'affaires de 4,5 milliards dans l'agroalimentaire. Lorsqu'on mange un sandwich dans la chaîne de restauration rapide Pomme de pain, c'est la famille Soufflet qui encaisse. Elle est la 109^e plus riche de France, avec une fortune estimée par le magazine Challenges à 850 millions d'euros.

Alors, pas question d'accepter des licenciements, des bas salaires, une aggravation des conditions de travail dans un groupe aussi riche!

Étienne Hourdin



Lors d'un débrayage en mai 2019.

PSA: des milliards de profits issus du vol du travail ouvrier

Le groupe PSA a annoncé des bénéfices net, pour les six premiers mois de l'année 2019, atteignant 2,048 milliards d'euros, contre 1,7 milliard au premier semestre 2018. Ce n'est pas une explosion des ventes de voitures qui explique cette forte croissance, au contraire, mais une forte aggravation de l'exploitation des travailleurs du groupe.

Ces dernières semaines, les constructeurs automobiles ont beaucoup communiqué sur la baisse des ventes dans le monde. Ils voudraient faire pleurer avec ces chiffres, en omettant de dire que, si ce marché diminue un peu cette année, c'est après avoir beaucoup augmenté auparavant. Il y avait 60 millions de véhicules légers vendus (toutes marques confondues) en 2009, au plus fort de la crise, contre plus de 95 millions en 2018. Et, si on remonte aux années 1990, le marché dépassait à peine les 50 millions. Alors, la baisse cette année est à relativiser, d'autant plus que les capitalistes savent parfaitement protéger leurs profits des faibles aléas du marché.

D'ailleurs, si les ventes mondiales chutent de 13% pour le groupe PSA cette année, les bénéfices, eux, ont augmenté de 20%. Bien sûr,

pour réaliser leurs profits, les actionnaires des trusts de l'automobile ont besoin que les voitures produites soient vendues. Mais ces profits sont bien liés à la productivité des ouvriers qu'à la quantité absolue de voitures vendues. Cette productivité n'a cessé de croître durant toutes ces années où les ventes de voitures augmentaient... et où le nombre de travailleurs s'échinant à les fabriquer diminuait!

Dans le jargon des patrons, l'indicateur le plus important est celui qui mesure, non pas seulement les bénéfices, mais ces bénéfices rapportés aux investissements, autrement dit la rentabilité de l'entreprise. Cette marge opérationnelle courante a connu une hausse fulgurante chez PSA. De 3 à 4% dans le début des années 2000, elle a, en 2019, atteint 8,7%, un niveau

record, expliquent-ils tous. Et cela s'est fait avec la peau des travailleurs.

Depuis 2013, PSA a fermé des usines ou prévoit de le faire à court terme (Aulnay, La Garenne-Colombes, Saint-Ouen et Hérimoncourt). Le patron a aussi détruit près de 30 000 emplois en CDI. Les chaînes de production sont donc de plus en plus constituées avec des travailleurs intérimaires soumis aux diktats des chefs, dont les fiches de paie sont régulièrement erronées, à qui on impose encore plus les heures supplémentaires et les samedis

travaillés.

Au nom de difficultés totalement inventées, la direction de PSA a imposé de très nombreux sacrifices aux travailleurs par le biais de deux accords de compétitivité. Cela s'est traduit par des mesures de gel des salaires, les heures supplémentaires moins rémunérées, des primes supprimées ou rabaissées, davantage de samedis obligatoires. La charge de travail a explosé. Les postes sont souvent intenablement. Le travail sur chaîne est devenu une véritable course de fond. Les accidents du travail, les

ouvriers handicapés par les maladies professionnelles, les tendinites, les troubles musculosquelettiques sont légion. C'est grâce à ces économies, à ces attaques, que les profits s'amassent. C'est à ce prix que les actionnaires peuvent encore augmenter de 25 à 28% la part qui leur revient dans ces bénéfices.

La direction prévoit un nouvel accord de compétitivité à partir de 2020, car Carlos Tavares, le PDG du groupe, voudrait voir la rentabilité atteindre 10%. Mais il est possible qu'avant cela la colère des travailleurs atteigne les 100%.



Sur la chaîne à PSA Sochaux.

Hôpitaux Est de Lyon: de quoi faire un malaise

Dans les trois hôpitaux du GHE, le groupement des hôpitaux Est de Lyon, il manque du personnel toute l'année mais, avec la chaleur, le travail est encore plus éprouvant.

En ce moment, les Urgences ne sont pas débordées, mais les activités restent intenses. À l'HFME, l'hôpital femme-mère-enfant, la maternité tourne à plein. L'hôpital, récent, a une climatisation. Pour les bébés, la température recommandée est 23-24°C. Mais dans les chambres de la maternité, elle n'est pas mise en route et la température dépasse largement celle préconisée pour les bébés!

Les hôpitaux neurologique et cardiologique, déjà anciens, sont en cours de réfection, mais les chambres de Cardio non encore refaites sont étouffantes. Et dans les

parties maintenant climatisées, comme dans l'HFME, l'eau coule des plafonds par les grilles de climatisation, si bien qu'il y a un peu partout des bassines pour la récupérer, ce qui est dangereux.

La longue passerelle vitrée qui relie Neuro et Cardio est une véritable étuve en été, ce qui est une épreuve pour les malades et les brancardiers du Stip, le service transport inter-hôpitaux. Ces derniers, qui interviennent sur les trois hôpitaux, ont réclamé d'avoir des bouteilles d'eau, qui leur ont été refusées sous prétexte qu'il y a des fontaines d'eau, parfois vides, et des salles de détente. Mais ils n'ont pas toujours le temps de se rendre ni aux uns ni aux autres, au point que l'un d'entre eux a fait un malaise.

Correspondant LO

Deliveroo : "Non aux livraisons à deux balles!"

Les cyclistes livreurs de repas de la plateforme Deliveroo continuent leur mouvement contre la baisse de leurs rémunérations.

Autoentrepreneurs, c'est à eux de se payer leur assurance, leurs cotisations sociales, leurs congés s'ils le peuvent, et ils sont théoriquement indépendants. En réalité, c'est la plateforme qui décide de tout. Jusqu'en 2017, ils étaient payés à l'heure, 7,50 euros. Ensuite Deliveroo les a payés à la tâche, environ 5 euros la course, avec quelques différences selon les villes. Depuis juillet 2019, les tarifs ont baissé.

La plateforme affirme que, si le tarif des petites courses a diminué, celui de

certaines des plus longues a augmenté. Mais, selon les livreurs, la baisse se compte en euros et la hausse en centimes d'euro. Le porte-parole du Collectif des livreurs autonomes de Paris (Clap 75) parle d'un ras-le-bol généralisé, ajoutant: «*On tourne avec des courses à moins de trois euros.*» Il dénonce une diminution des revenus de 30 à 50%.

Le mouvement, avec rassemblements ou blocages de restaurants où les coursiers s'approvisionnent sur commande, se poursuit chaque semaine dans différentes

villes, à Paris et en province. Les livreurs veulent obtenir un minimum horaire garanti, certains disent au moins au niveau du smic horaire. Ils réclament des lois pour encadrer ces plateformes, totalement déconnectées de tout droit du travail.

Deliveroo ne répond pas. Le gouvernement, interpellé par certains coursiers, non plus. Mais ils sont bien déterminés à continuer leur action et à ne pas rester les champions de la précarité ni les forçats du bitume, comme ils le disent d'eux-mêmes.

Sylvie Maréchal

Hôtel NH Collection Marseille : femmes de ménage en grève

Mercredi 7 août, des femmes de ménage de l'hôtel 4 étoiles NH Collection, en grève depuis quatre mois, ont fait résonner leur colère et leur détermination devant plusieurs hôtels de luxe marseillais.

Sous-traitées au groupe Elior, multinationale de la restauration et des services riche à milliards, elles sont en grève depuis le 11 avril dernier. Elles revendiquent notamment la régularisation des heures non payées, un treizième mois et une augmentation du taux horaire. Celui-ci est d'autant plus faible qu'en sous-traitant l'entretien des chambres le groupe hôtelier de luxe NH rémunère leur travail selon la convention collective du nettoyage, et non selon celle de l'hôtellerie, qui serait plus avantageuse pour ces employées.

Le 7 août au matin, devant l'hôtel NH Collection de la Joliette, elles ont reçu, comme à chaque début de mois, un chèque de la caisse de solidarité, indemnisant leur perte de salaire pour le mois de juillet. Soutenues par des syndicalistes de la CNT-SO et de la CGT, elles sont allées ensuite manifester devant un autre hôtel du groupe NH, le NHow Marseille, situé sur la corniche

Kennedy. Munies de casseroles et aux cris de «*Frotter, frotter, il faut payer!*», elles ont contraint la direction, qui s'est empressée de leur en fermer l'entrée, à les entendre.

Elles ont fini leur tournée revendicative en déployant leur banderole «*Femmes de chambre – stop exploitation – stop sous-traitance*» devant le Sofitel du Pharo, sur le Vieux-Port, un autre hôtel de luxe, propriété cette fois du groupe Accor. Elles voulaient manifester ainsi leur soutien aux femmes de ménage de l'hôtel Ibis Paris Batignolles, du même propriétaire, qui sont en grève depuis le 17 juillet pour les mêmes raisons qu'elles.

Après quatre mois de lutte, ne cédant ni aux pressions de la direction ni aux interventions policières contre leur piquet, elles ont montré qu'elles étaient bien décidées à gagner, sur leurs droits comme sur leur dignité.

Correspondant LO

Mulhouse: un livreur entre la vie et la mort

Un jeune livreur de 24 ans employé chez Deliveroo à Mulhouse depuis deux mois, Mourad, est entre la vie et la mort depuis jeudi 8 août. Il a fait une très mauvaise chute dans une descente et souffre d'un traumatisme crânien important.

Dans la presse locale, une proche du cycliste qui travaille elle aussi pour Deliveroo dit sa colère contre cette société, dont elle dénonce le système: «*Sur les réservations de planning, on peut réserver 50 à 55 heures mais, dans la réalité, certains cyclistes*

réserver jusqu'à 80 heures par semaine... Cela fait plus de dix heures par jour à un rythme de fou.»

Deliveroo a annoncé qu'il prendrait, exceptionnellement, en charge les frais d'hospitalisation. Un «cadeau» qui est un aveu.

Étienne Hourdin

QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

**Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste**

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal août 2019.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, il est possible de payer par carte bancaire sur notre site ou de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas

droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe
Nom Prénom.....
Adresse
Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos
www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Audio-LO
www.lutte-ouvriere-audio.org

Bretagne : le ciel est bleu, la plage est verte

En raison des conditions météo propices, les algues vertes se sont développées particulièrement tôt cette année, dans la baie de Saint-Brieuc, au nord de la Bretagne, où elles couvrent près de 500 ha de plages depuis quelques semaines. Malgré les opérations de nettoyage, les autorités ont dû fermer six plages.

Le phénomène est dangereux. Ces algues se nourrissent des nitrates issus des engrais ou des lisiers des activités agricoles et elles produisent, en pourrissant, un hydrogène sulfureux très nauséabond, mais surtout très dangereux, et même mortel pour qui y est exposé trop longtemps. Un homme de 70 ans pourrait en être mort ce mois-ci.

Le phénomène est apparu dans les années 1970. Il est monté en puissance en même temps que l'utilisation forcée d'engrais à base de nitrates, de l'industrialisation de l'élevage des porcs et, en général, de l'emprise de

l'industrie agroalimentaire sur la filière agricole. Deux petits fleuves côtiers de la baie de Saint-Brieuc à eux seuls rejettent ainsi en mer plus de 25 kg de nitrates par an et par hectare de leurs bassins versants.

Sous la pression de la population, et en raison des dégâts sur l'industrie touristique, les autorités ont décidé des plans d'action contre ces rejets. En juillet 2018, on en était au sixième. Le plan limite drastiquement la période d'épandage de lisier pour la culture du maïs par exemple, impose une bande enherbée séparant les cultures des fleuves, rend obligatoire la culture



Ramassage des algues vertes dans les Côtes-d'Armor.

de plantes dites pièges à nitrates, qui fixent l'azote.

Aujourd'hui, aucune rivière ne charrie plus, comme dans les années 1990, 50 mg/l de nitrates, la norme européenne à ne pas dépasser. Mais la situation stagne, les taux de

nitrates restent élevés dans les rivières, 37,9 mg/l en moyenne, alors qu'il faudrait descendre à 10 mg/l pour espérer éradiquer le phénomène.

Pour aller plus loin, comme pour chaque mesure prise jusqu'ici, il faudrait

combattre la résistance de l'industrie agroalimentaire. Elle se cache derrière le sort des agriculteurs, mais elle défend avant tout ses propres intérêts et bénéficie de la compréhension de l'État.

Pierre Lemaire

Permis de conduire : une réforme à mille bornes du nécessaire

Trois mesures concernant le permis de conduire entrent en vigueur. D'après le gouvernement, il s'agit d'abaisser son coût, estimé à 1 800 euros en moyenne, et de réduire l'attente pour passer l'examen, qui atteint des mois (huit mois en Île-de-France).

Concernant l'apprentissage en conduite accompagnée, il sera accessible à 17 ans au lieu de 17 ans et demi. Ceux qui bénéficient de cette formation obtiennent plus facilement leur permis. Mais c'est une mesure en trompe-l'œil, soulignent les associations pour la sécurité routière, car un quart des permis seulement en résultent : un plafond constant que cette mesure n'a aucune raison

de faire sauter.

L'apprentissage sur simulateur sera étendu de 5 à 10 heures dans les forfaits. Or les heures sur simulateur sont facturées moins cher, car elles n'entraînent ni dépenses de carburant ni amortissement des véhicules : c'est ainsi que le coût du permis est censé baisser. Mais ces heures sont envisagées aux dépens des heures de conduite effective, pourtant indispensables. Rien ne

dit que les apprentis conducteurs n'auront pas autant besoin de ces heures, qu'ils devront bien payer avant de passer leur examen.

La troisième mesure concerne le permis de conduire les voitures à boîte de vitesses automatique, qui existe déjà, moyennant un forfait de base de 13 heures au lieu de 20 heures pour la conduite manuelle. On pourra ensuite passer le permis manuel à raison de 7 heures supplémentaires, au bout de trois mois au lieu de six actuellement. C'est une incitation à passer d'abord un permis dont le coût est certes moindre, mais avec moins d'heures de conduite. Et encore faudra-t-il pratiquer

au cours de ces trois mois : or, seul un tiers des véhicules neufs, les plus chers, sont équipés d'une boîte automatique.

L'enseignement de la conduite est entièrement privé en France, assuré, d'après les statistiques, par 12 700 auto-écoles. Le gouvernement Macron a même élargi cette concurrence : les auto-écoles se plaignent de l'ubérisation du secteur, avec des moniteurs auto-entrepreneurs qu'on peut désormais louer sur des plateformes en ligne.

Le prétendu permis moins cher correspond donc en réalité à un apprentissage toujours coûteux et au rabais. Le gouvernement

envisage seulement de défiscaliser l'achat des simulateurs, pour les écoles qui n'en sont pas encore équipées.

Savoir conduire est pourtant indispensable, pour se déplacer et souvent pour décrocher un emploi. L'apprentissage de la conduite devrait être gratuit, organisé dans le cadre scolaire, comme c'est déjà en partie le cas pour le Code de la route. Quant aux patrons des auto-écoles, même si rien ne les empêche d'avoir d'autres clients, rien ne dit qu'ils y perdraient s'ils étaient payés par l'État pour enseigner la conduite.

Pierre Merlet

Les militants de Lutte ouvrière à votre rencontre

Face aux attaques du gouvernement et du patronat, comment organiser une riposte du monde du travail ? Quel programme et quelles revendications mettre en avant ? Comment recréer un mouvement ouvrier révolutionnaire capable de changer la société ? C'est de cela que les militants de Lutte ouvrière souhaitent discuter lors de leur passage dans votre ville. Les prochaines étapes sont les suivantes :

Ain - Savoie

Jeudi 15 août : Annecy
Vendredi 16 août :
Albertville
Samedi 17 août :
Chambéry

Pyrénées

Jeudi 15 août :
Tarbes
Vendredi 16 août : Pau

Samedi 17 août :
Vic-en-Bigorre
Bagnères-de-Bigorre

Provence

Jeudi 15 août :
Aix-en-Provence
Vendredi 16 août :
Vitrolles
Samedi 17 août :
Arles

Provence 2

Lundi 19 août :
Marseille
Mardi 20 août :
Toulon
Mercredi 21 août :
Port-de-Bouc
Jeudi 22 août : Marseille
Vendredi 23 août :
Marseille
Samedi 24 août : Arles

Lorraine

Lundi 19 août : Nancy
Mardi 20 août :
Forbach
Mercredi 21 août :
Sarreguemines
Jeudi 22 août : Metz
Vendredi 23 août :
Saint-Avold
Samedi 24 août :
Thionville/Longwy

Bretagne

Lundi 19 août : Brest
Mardi 20 août : Quimper
Mercredi 21 août :
Concarneau
Jeudi 22 août : Lanester
Vendredi 23 août : Vannes
Samedi 24 août : Lorient

Poitou - Charentes

Lundi 19 août : Angoulême
Mardi 20 août : Cognac
Mercredi 21 août : Saintes
Jeudi 22 août : Poitiers
Vendredi 23 août :
Châtelleraut
Samedi 24 août : Blois